

Pouvoir adjudicateur

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé
ANSM
143/147 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis CEDEX

MARCHE DE SERVICE

**Cahier des Clauses Administrative Particulières
(C.C.A.P)**

Elaboré conformément au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (C.C.A.G.-FCS)

**Assistance aux utilisateurs pour le traitement des demandes
d'intervention et la maintenance des bâtiments de l'ANSM
sur son site de Saint Denis (93)**

Table des matières

DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 1 – OBJET-LIEU-DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE PUBLIC	5
ARTICLE 3 – ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS SUR LE SITE.....	6
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS NEES DU MARCHE.....	12
ARTICLE 5 – PARTICIPATION AUX REUNIONS - OPERATIONS DE VERIFICATION ET	20
SUIVI DE MARCHE	20
ARTICLE 6 – MODIFICATIONS DU MARCHE	21
ARTICLE 7 – ETABLISSEMENT DES PRIX	23
ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT ET AUTRES MODALITES FINANCIERES	25
ARTICLE 9 – PENALITES	26
ARTICLE 10 – CAS DE RESILIATIONS	28
ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES	29
ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	30

DISPOSITIONS GENERALES

Établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère chargé des solidarités et de la santé, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), créée par la loi du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé, a été mise en place le 1er mai 2012 (à la suite de la publication du décret n°2012-597 du 27 avril 2012). L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) est répartie sur trois sites définis ci-dessous :

- 1) Le site de SAINT DENIS (93) localisé à l'adresse ci-dessous :
143/147, Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit site Pleyel et constitutif du siège social de l'agence)
- 2) Le site de LYON localisé à l'adresse ci-dessous :
31 bis, avenue Tony Garnier, 69007 LYON
- 3) Le site de VENDARGUES localisé à l'adresse ci-dessous :
635, rue de de la Garenne, 34740 VENDARGUES

L'ANSM emploie aujourd'hui environ 1 000 agents. Environ 850 agents travaillent sur le site de Saint-Denis, environ 100 agents sur le site de Vendargues et environ 50 agents sur le site de Lyon.

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) assure l'accès à des produits de santé sûrs, efficaces et innovants en conduisant des expertises indépendantes pour prendre, au nom de l'Etat, des décisions applicables à tous les acteurs.

Elle agit dans l'intérêt des patients dont les représentants participent à sa gouvernance et à ses travaux.

Elle accompagne l'innovation et encadre sa mise à disposition de façon précoce et équitable. Elle assure la sécurité des médicaments et des autres produits de santé tout au long de leur cycle de vie en rassemblant les connaissances sur le risque, en développant les moyens de le repérer, de le mesurer, en évaluant la balance bénéfice/risque, puis en prenant les décisions appropriées. L'instruction des dossiers est conduite par les équipes de l'Agence avec, si besoin, le recours à une expertise externe soumise à des règles déontologiques strictes et dont les travaux sont rendus publics.

L'ANSM partage l'information sur les bénéfices et les risques des produits de santé et sur ses décisions avec les acteurs concernés et le public afin de lui permettre de mieux discerner ses intérêts. Ainsi, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) diffuse des informations (lettres de mise en garde, alertes, appels à projets associations, etc.) en direction des professionnels de santé, des associations de patients, des structures sanitaires ou sociales.

ARTICLE 1 – OBJET-LIEU-DUREE DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution d'une prestation d'assistance aux agents de l'ANSM pour le traitement des demandes d'intervention d'entretien et de maintenance bâtementaire de niveau 1 au sein des locaux et des espaces à usage collectif ou individuel du site de Saint Denis.

L'interlocuteur du titulaire au sein de l'ANSM est le département des services généraux et immobilier (unité immobilier et travaux).

La maintenance de niveau 1 a pour objectif le maintien dans le temps de l'état de marche et de la performance des équipements techniques, des mobiliers et des bâtiments de l'ANSM concernés par le présent marché.

Elle regroupe toutes les prestations nécessaires au bon fonctionnement et à l'exploitation des installations techniques et des aménagements des locaux.

En complément des stipulations du CCTP, le marché comprend les prestations suivantes (liste établie à titre non exhaustif) :

- Mener l'ensemble des actions/diagnostics simples, les petites réparations en plomberie et le dépannage électrique, le remplacement des pièces d'usure nécessaires ou souhaitables pour l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles (généralement sans aucun démontage ni outillage spécifique) en toute sécurité ;
- Participer aux efforts de manutention (livraison de mobilier, livraison de papier, mise en place des salles de réunions, montage de mobilier...) ;
- Suivre l'état des stocks des fournitures nécessaires à la réalisation de la mission ;
- Participer à la définition des besoins en approvisionnement ;
- Réceptionner, identifier et tracer les demandes d'intervention de niveau I, assister et répondre aux utilisateurs, remédier aux dysfonctionnements, aux incidents, aux pannes signalés relevant de son champ de compétence dans les délais d'intervention prescrits par le CCTP ;
- Répertorier l'ensemble des interventions au travers de d'indicateurs d'activité ;
- Porter à la connaissance du département des services généraux et immobilier les demandes d'intervention relevant du niveau 2 et plus ;
- Effectuer une « ronde » hebdomadaire de l'ensemble des bâtiments dans les conditions du CCTP.

La fourniture des consommables, des matériels, de l'outillage, des pièces détachées ou de rechange nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge de l'ANSM. Il est attendu du Titulaire d'en faire un usage raisonné, de suivre les stocks et de faire un point mensuel auprès du Département des services généraux et immobilier.

Le volume mensuel et la nature des prestations relevés au cours de l'année 2024 sont fixés à l'annexe 1 du CCTP.

Le titulaire est tenu de prendre en charge tous les biens mobiliers et immobiliers en l'état, en service ou à l'arrêt, faisant partie des installations. Le titulaire déclare s'être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il doit assurer la maintenance.

En aucun cas, il ne peut arguer ultérieurement d'une erreur, d'une omission ou d'une imprécision quelconque dans les éléments d'information qui lui sont fournis, ou de l'état des installations et équipements, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires. Les inexactitudes évoquées après la conclusion du marché ne peuvent remettre en cause, en aucun cas, le prix forfaitaire arrêté.

1.2. Lieu d'exécution

Les prestations de maintenance des bâtiments de niveau 1 se déroulent sur le site de Saint Denis de l'ANSM (93) situé à l'adresse suivante :

- ✓ Le site dit Pleyel au 143/147 Boulevard Anatole France, comptant 5 bâtiments

1.3. Durée du marché public - Reconductions

Le marché public est conclu pour une durée initiale d'un an et prend effet à de la date de notification.

A date anniversaire du marché, le marché public peut être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction du marché public ne peut être refusée par le Titulaire.

En cas de non reconduction, le Titulaire est informé par l'ANSM au moins deux mois avant l'échéance du marché public.

Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché public.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la confidentialité.

1.4. Forme du marché public

Le présent marché est un marché ordinaire. Il s'agit d'un marché à prix forfaitaire.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ PUBLIC

2.1. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le présent Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP),
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe 1,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) dans sa version de 2021, applicable aux fournitures courantes et services (FCS). Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter ;
- L'offre technique du Titulaire (CRT avec éventuel mémoire technique en complément) ;
- Tout document remis avec l'offre ne contredisant pas les pièces sus mentionnées.
 - La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi.

Les avenants le cas échéant conclus et notifiés en cours d'exécution du marché désignent également des pièces constitutives.

NB : les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En tout état de cause, toute clause générale du titulaire, contraire aux dispositions du présent marché, est réputée non écrite. La signature par le titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le marché public et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du DCE pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le Titulaire exécute les prestations et les commandes comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent marché.

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS.

2.2. Documents techniques

Sont également applicables, dans le cadre du présent marché, les documents suivants :

Les documents techniques des installations tels que :

- Les documents de marché des entreprises concernant les travaux de construction ou de rénovation des ouvrages,
- Les dossiers des ouvrages exécutés et les dossiers d'interventions ultérieures sur les ouvrages établis lors de la construction ou de la rénovation des bâtiments ou des équipements.

Les originaux des documents sont conservés par l'ANSM. Ils sont consultables par le Titulaire sur demande simple au département des services généraux et immobilier.

Documents généraux et réglementaires

- le Code de l'Environnement,
- le Code du Travail,
- le Règlement sanitaire départemental,
- les notices techniques et d'entretien des équipements.

ARTICLE 3 – ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS SUR LE SITE

3.1. Interlocuteur dédié

Pour l'exécution du marché et conformément à l'article 2.2 du CCTP, dès la notification du marché et au plus tard au jour de la réunion de lancement prévue à l'article 5.1 du présent document, le titulaire désigne un interlocuteur dédié au projet suffisamment qualifié pour le représenter auprès de l'ANSM, piloter l'exécution des prestations et disposant d'un degré de responsabilité nécessaire pour mener les contrôles de conformité, assurer l'encadrement des agents membres de l'équipe de SVP Travaux.

A ce titre, cet interlocuteur doit :

- être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations, des réclamations émises par l'ANSM, à valider les choix envisagés,
- être en mesure d'apporter une réponse ou une action corrective à toute demande formulée par l'ANSM dans les domaines couverts par le marché,
- assister aux réunions définies dans le marché ou demandées par l'ANSM,
- être facilement joignable en heure ouvrable,

- se tenir informé des réglementations en vigueur et de leurs évolutions notamment celles qui concernent la sécurité, les habilitations électriques,
- vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,
- fournir les documents techniques et les rapports définis au CCTP et/ou CCAP,
- faire respecter la discipline par le personnel.

Le titulaire s'engage à le/les remplacer, en cas de départ, après accord de l'ANSM. Dans ces conditions, le remplaçant doit présenter les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'était engagé dans son offre.

3.2. Gestion des personnels du titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché, les règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'accès, la formation et l'habilitation électrique nécessaire, la discipline, les mesures de sécurité (notamment le port des EPI), la surveillance médicale.

A cet égard, il est rappelé que le titulaire est responsable de ses salariés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit et notamment :

- Des accidents,
- Des dégradations

Et de tout évènement commis pendant l'exécution des prestations ainsi que de tout fait illicite qui pourrait être perpétré par ses employés. En cas de dégradations volontaires ou involontaires, les frais de remise en état sont entièrement supportés par le titulaire compte tenu de sa qualité d'employeur.

Tout au long de l'exécution du marché, il appartient au titulaire de mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution du marché, expérimentés dans leurs spécialités ainsi qu'un chef d'équipe (interlocuteur dédié) capable de diriger et de surveiller le travail. Les personnels déployés sur le site de Saint Denis doivent avoir reçu préalablement la formation réglementaire et professionnelle nécessaire et être en situation régulière vis à vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

A cet effet, le titulaire s'engage à mobiliser un personnel formé et aguerri aux travaux de maintenance générale des bâtiments et aux travaux techniques de premier niveau.

Les agents membres de l'équipe SVP Travaux doivent donc être formés aux risques spécifiques liés à leur environnement de travail et aux règles de sécurité régissant les interventions prévues au marché.

Plus encore, ils doivent être formés :

- Aux bonnes postures de travail pour réduire la survenue des TMS,
- Aux gestes professionnels (manutention manuelle, ...),
- A la sécurité pour tous (sécurité des agents en cas d'accident mais aussi sécurité des autres en cas de sinistre).

En application de l'article 2.2.3 du CCTP, le/les membres de SVP travaux appelé(s) à opérer sur des installations électriques ou au voisinage de celles-ci doit/doivent préalablement disposer d'une habilitation électrique à jour et en cours de validité suivant le niveau d'intervention requis par les prestations définies au marché. Le Titulaire veille à faire bénéficier ses agents déployés dans le cadre du marché des sessions de recyclage selon les échéances qu'il a prédéfinies.

Chaque membre proposé par le Titulaire pour intégrer l'équipe de SVP Travaux est soumis à une procédure d'habilitation mise en œuvre par l'ANSM dans les conditions prescrites à l'article 2.2.2 du CCTP,

Ce faisant, le titulaire doit fournir, pour agrément, à l'ANSM, dans un délai de 7 jours calendaires suivant la notification du marché et au plus tard lors de la réunion de lancement du marché prévue à l'article 5.1 du CCAP, la liste nominative et qualitative du personnel susceptible d'intervenir dans les locaux en plus des documents mentionnés à l'article 2.2.2 du CCTP.

Cette liste est impérativement tenue à jour et transmise au département des services généraux et immobilier pour un nouvel agrément. La composition de l'ensemble de l'équipe affectée à la réalisation de la mission confiée, ainsi que le rôle de chacun de ses membres et le profil des intervenants sont de la responsabilité du Titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à informer rapidement le Département des services généraux et immobilier de l'ANSM de tout changement de personnes affectées pour réaliser la prestation. Il désigne un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu. Dans la mesure du possible, le remplaçant prend ses fonctions au plus tard le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

Les effectifs réels et nécessaires à l'exécution quotidienne de toutes les prestations selon les modalités au CCTP et leur répartition sont fixés par le titulaire. Tout au long du marché public, le titulaire applique cette répartition et maintient les effectifs annoncés dans son offre.

3.3. Discipline

Le Titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre au site de Saint Denis.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des agents de l'ANSM. Lors de ses opérations, le titulaire respecte les locaux et l'environnement de travail des agents de l'ANSM et se montre discret.

Il est interdit au personnel du Titulaire :

- D'utiliser le(s) téléphone(s) mis à sa disposition à d'autres fins que professionnelles,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De manquer de respect aux agents de l'ANSM,
- De sortir du site de Saint Denis des objets ou des documents dont l'ANSM est propriétaire, se rendre coupable de vols ou à de détériorations, ou utiliser à des fins personnelles et sans accord préalable de l'ANSM, les moyens divers auxquels ils ont accès,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- De pénétrer sur le site sans badge.
- D'effectuer des opérations d'ordre électrique sans disposer de l'habilitation nécessaire.

Cette liste n'est pas limitative. En cas de manquement constaté, l'ANSM se réserve le droit de demander auprès du Titulaire la récusation du personnel en faute et son remplacement selon un délai déterminé d'un commun accord. Un tel remplacement ne peut entraîner de surcoût.

Le personnel préposé au marché ne sollicite pas l'ANSM pour des problématiques relevant des prérogatives du Titulaire en sa qualité d'employeur.

L'ANSM se réserve le droit, à tout moment pendant l'exécution du marché, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire affecté aux prestations du marché pour des raisons professionnelles dûment motivées. Les raisons professionnelles entraînant une demande de remplacement peuvent être liées notamment aux manquements aux obligations techniques, obligations de résultat ou aux obligations légales prévues au

marché, en raison d'un comportement contraire à la discipline de travail attendu ou en cas d'impossibilité de donner l'agrément prévu à l'article 3.2 du CCAP.

Le Titulaire s'engage, dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, à proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes. A cet effet, il transmet à l'ANSM le curriculum vitae du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où un remplacement est effectué à l'initiative du titulaire, pour quelle que cause que ce soit, notamment en cas de démission, de licenciement, de décès de l'absence de longue durée de l'intervenant. Dans ce cas, le délai précité de huit jours calendaires court à compter de la date à laquelle le titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant (hors formation de prise en main du portail informatique cité au CCTP). La formation du remplaçant consiste en la transmission des connaissances nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution mentionnés au CCTP.

3.4. Vêtements de travail

En complément des dispositions de l'article 2.2.5 du CCTP, le titulaire dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail et de tous les EPI nécessaires contre les risques susceptibles de menacer leur sécurité ou leur santé. Il garde à la disposition de l'ANSM tous les documents permettant de démontrer que les EPI mis à la disposition de ses salariés répondent aux critères suivants :

- les EPI sont adaptés à la tâche et à l'utilisateur (taille, confort, etc.),
- les EPI sont adaptés aux risques contre lesquels ils protègent leur utilisateur,
- les EPI sont entretenus et vérifiés conformément aux normes et à la réglementation en vigueur, le cas échéant,
- les salariés ont été formés à l'utilisation des EPI le nécessitant.

Aucun agent du Titulaire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il ne porte pas visiblement sur sa tenue de travail le badge d'accès confié par l'ANSM (voir article 3.5 du CCAP), l'insigne ou le nom de son entreprise.

3.5. Accès aux locaux de l'ANSM

Les personnels du titulaire ont accès aux locaux de l'ANSM sous réserve du respect des consignes de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

L'ANSM dote le titulaire de badges en quantité suffisante permettant l'accès aux locaux concernés par les prestations.

En cas de perte ou de vol du badge, le titulaire avise aussitôt l'ANSM des exemplaires manquants, ceux-ci sont remplacés et font l'objet d'une facturation au titulaire. Ils doivent être restitués à l'ANSM à la fin du marché.

3.6. Protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant dès lors qu'elles n'ont pas un impact financier sur le prix du marché public. Néanmoins, l'ANSM se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par ailleurs, **le titulaire remet** :

- **au plus tard lors de la réunion de lancement du marché prévue à l'article 5.1 du CCAP et seulement en cas d'embauche de travailleurs étrangers**, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (article D. 8254-2 du même code) :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

De même, les parties au marché s'engagent à respecter les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

3.7. Plan de prévention

En application de l'article 2.2.4 du CCTP, un plan de prévention et de sécurité doit être établi en concertation avec l'ANSM dès la notification du marché. Ce plan de prévention concerne les mesures d'hygiène et de sécurité découlant des opérations décrites dans le CCTP et il doit être établi en lien avec un représentant de l'ANSM.

Il indique de façon précise et détaillée :

- La liste exhaustive des risques encourus liés aux activités et les zones à risques.
- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans l'utilisation de l'outillage nécessaires aux interventions. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, les chutes de personnel et de matériaux et il détaille les règles de sécurité à respecter selon la nature des interventions et les risques associés, les équipements de sécurité individuels et collectifs, les éléments relatifs à l'organisation des secours, les instructions, consignes, informations et formations précises à donner aux salariés.
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.
- l'identification le cas échéant du/des sous-traitant(s).

Le plan de sécurité est tenu à jour par le Titulaire qui doit signaler toute modification à l'ANSM.

3.8. Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et demeure responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

➤ **Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié - dénonciation - injonction**

Le Titulaire du marché s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé donne lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions des articles L8222-5 et L. 8222-6 et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses

obligations. Le Titulaire, en réponse à cette injonction, transmet à l'ANSM tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours. Faute de régularisation dans le délai imparti, le titulaire est passible de pénalités dont le régime est présenté à l'article 9 du CCAP.

3.9. Obligation en matière de travailleurs détachés

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le Titulaire du marché détache un ou plusieurs salariés dans les conditions prévues aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du même code, il remet d'office à l'ANSM et préalablement au détachement :

- Une copie de la déclaration de détachement, transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail,
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article L1262-2-1 du même code.

Le Titulaire remet également à l'ANSM l'ensemble des pièces définies ci-avant pour l'ensemble de ses cocontractants éventuels qui interviendraient dans le cadre de l'exécution du présent marché (sous-traitants directs et indirects, cotraitants, entreprises de travail temporaire).

Le Titulaire s'engage ainsi à imposer cette obligation à ces derniers qui doivent lui remettre l'ensemble des pièces. Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché, sur simple demande de l'ANSM.

En cas de non production des documents susmentionnés, sur simple constat, l'ANSM met en demeure le Titulaire de fournir ces documents dans un délai qu'elle fixe. A l'expiration de ce délai, le Titulaire se voit appliquer des pénalités de retard dont le montant forfaitaire est fixé à l'article 9 du CCAP.

En cas d'intervention d'un travailleur détaché non régulièrement déclaré au préalable, l'ANSM est en droit de le récuser, le Titulaire doit assurer à ses frais son remplacement immédiat.

3.10. Pandémie notamment liée à la Covid 19

Le titulaire du marché garantit tous les moyens et méthodologies, permettant d'assurer des interventions dans le respect de la réglementation et des consignes gouvernementales en cas risque de contagion (pandémie, ...).

Dans le cadre du marché, l'entreprise titulaire doit assurer la remise à son personnel des moyens de protection tels que le gel hydro alcoolique, les masques, ..., et inclure dans ses prix les impacts financiers de pénibilité de travail (temps de pause, distance physique...) et la gestion des déplacements en cohabitation.

3.11. Grève

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer un service minimum dans le respect du plan de continuité d'activité mis en œuvre et mentionné à l'article 5.4 du CCAP.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter même partiellement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'ANSM y pourvoit par tous les moyens qu'elle juge utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par l'administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues.

Le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'ANSM ou le non-respect des délais d'exécution.

Les représentants de l'ANSM sont tenus informés immédiatement de tout conflit social dans le périmètre du marché et des solutions mises en œuvre pour son règlement rapide.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS NEES DU MARCHÉ

4.1. Obligations générales des parties

Le Titulaire s'engage, pour l'exécution du marché, à respecter les spécifications et modalités décrites dans les documents du marché public.

L'obligation du Titulaire porte notamment sur :

- Le respect des dates et échéances prévues aux documents contractuels ou selon les échéances définies de manière informelle entre l'ANSM et le titulaire ou l'utilisateur et l'équipe du Titulaire au cours de communications effectuées au moyen de courriels électroniques, d'échanges téléphoniques...;
- Le respect des obligations impératives en matière d'hygiène et de sécurité, définies notamment dans le CCTP ;
- L'application et le respect du plan de prévention ;
- La participation aux réunions prévues dans le CCTP/CCAP ou demandées par l'ANSM,
- Une organisation (pérennité de ressources) permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année ;
- Le contrôle et le maintien constant des compétences de ses équipes ;
- La production des documents ou informations nécessaires au suivi du marché public et énoncés au présent CCAP ou dans le CCTP ;
- La continuité d'exécution des prestations sans faire subir de rupture d'exécution même momentanée ;

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution du marché public, l'ANSM :

- collabore activement avec le Titulaire et l'informe de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont elle aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation du marché,
- communique au Titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution du marché,
- vérifie en temps utile, la qualité des prestations et formule s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- assure au Titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent marché. Toutefois en cas d'interruption des prestations incombant au Titulaire, l'ANSM est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du Titulaire et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer le nettoyage normal des locaux. Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative n'est effectuée dans les 10 jours ouvrés qui suivent la réception par le Titulaire d'une mise en demeure précisant les manquements,
- facilite l'accès du Titulaire aux locaux et matériels installés,
- équipe convenablement et gratuitement les intervenants de tout le matériel informatique et téléphonique nécessaire à l'exercice de sa fonction et en bon état de marche,
- met à disposition gratuitement les ressources matérielles nécessaires à l'exécution des opérations de maintenance et d'entretien (outillages, consommables, fournitures techniques, pièces de rechange...),
- assure la formation de l'équipe SVP Travaux du portail informatique décrit au CCTP en cas de déploiement pour faciliter la prise en main,
- paie les factures reçues du Titulaire dans les conditions définies au présent marché public.

4.2. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution du marché. Il ne peut faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art. Le Titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard de l'ANSM. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ANSM.

Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement l'ANSM sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, lui suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil notamment en ce qui concerne le contenu des prestations qui lui sont demandées au titre du marché.

Il se conforme strictement aux délais d'intervention et de résolution évoqués dans le CCTP et informe l'ANSM de tout risque de non-respect de ces délais. Il lui propose les mesures appropriées au respect des délais et à la bonne exécution des prestations.

4.3. Connaissance

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des locaux et avoir appréhendé le périmètre d'exécution du marché et les contraintes qui en résultent. Le Titulaire déclare parfaitement connaître la nature des équipements et des installations sur lesquels il pourrait intervenir, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Il s'ensuit que le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, normes, règlements et textes en vigueur.

En cours d'exécution, le Titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des opérations nécessaires à l'exécution complète du marché ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité.

4.4. Protection de l'environnement

L'article 7 du CCAG FCS s'applique.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes intervenant. Il doit être en mesure d'en justifier le respect au cours du marché sur simple demande de l'ANSM.

En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation, le Titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les modifications éventuelles et se conformer aux nouvelles règles sans délai.

Le personnel de SVP Travaux doit respecter les consignes de tri des déchets en place au niveau de l'ANSM pour l'évacuation des pièces d'usure ou de rechange, des fournitures électriques, des emballages

4.5. Responsabilité du Titulaire

Le titulaire est responsable à l'égard de l'ANSM de tous les dommages, écroulement partiel ou total, dégâts, incendies, casses et autres causes, résultant notamment de sa négligence, de ses manquements dans l'exécution du marché et des travaux d'entretien qui lui sont confiés ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

Cette responsabilité du titulaire s'étend sur les prestations objet du marché et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Il est expressément convenu que le titulaire est entièrement responsable :

- de son personnel et les sous-traitants travaillant sur le site, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- des conséquences de tout accident survenu de son fait ou du fait de son personnel ;
- des vols et dégradations qui pourraient être commis par celui-ci ;
- des dégâts et dommages survenus à l'ANSM, ses locaux ou matériels, ses salariés ou tout tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

4.6. Assurance

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-F.C.S, le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non subis, par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché public. Le contrat d'assurance doit couvrir la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

A première demande de l'ANSM, le titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

4.7. Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'ANSM n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, l'ANSM recourt à une plateforme **e-attestations.com** sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

Le Titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces, peut être sanctionnée par l'application de pénalité en vertu de l'article 9 du CCAP. En cas de manquements répétés établis par l'ANSM ou par un tiers ou par les services de l'état chargés de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale de l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

4.8. Transfert d'activité

Le Titulaire s'engage à informer l'ANSM sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par l'ANSM après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur.

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur Titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'ANSM.

4.9. Confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Cette obligation de non divulgation s'applique à tous les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura la connaissance durant l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Sauf accord écrit de l'ANSM ou d'une décision prise par les autorités, ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ANSM, qui leur ont été communiquées ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Les parties entendent par informations confidentielles (liste non exhaustive), toutes les informations techniques, savoir-faire, spécifications techniques, procédés, modèles, données, plans, documentation, diagrammes, toute information financière, budgétaire, comptable, sanitaire, scientifique, médicale ainsi que toute information relative à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les projets, les fournisseurs, les clients, les intervenants...

Le Titulaire s'engage notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés dans le cadre du marché ou utilisés par lui, en dehors des besoins nécessités par l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas communiquer ces documents et informations à un tiers à l'exception des personnes ayant qualité pour en connaître au titre du présent marché ; s'assurer également que leur diffusion au sein de la société ne concerne que les personnes à qui elles sont strictement nécessaires pour l'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers (enregistrements sonores, prises de vues...) en cours d'exécution du marché ;
- à informer son personnel ou ses sous-traitants éventuels de leur obligation de confidentialité, discrétion et de sécurité ;
- à prendre les mesures pour assurer la sécurité des informations et des documents pendant la phase d'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Le Titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, document d'exécution ou documents divers élaborés par ses soins ou qui lui sont remis par l'ANSM en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

La responsabilité du Titulaire est engagée de plein droit notamment en cas de divulgation susceptible de nuire aux intérêts de l'ANSM.

En outre, la société titulaire ne peut mentionner sur quelque support que ce soit sa collaboration avec l'ANSM sans son accord écrit. Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'ANSM, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences. Une telle clause ne s'applique pas en cas de demande de divulgation des informations émanant d'une autorité compétente

Cette clause de secret continue de lier le Titulaire y compris après l'extinction du présent marché, et ce dans un délai de cinq ans, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'ANSM ou d'un tiers.

Dans un délai d'un an à compter de la fin du marché, le Titulaire s'engage à détruire tous les documents transmis par l'ANSM (analyses, notes, synthèses, comptes rendus, diapositives, plans) dans la mesure où ils reprennent ou décrivent des informations, des données de l'agence qui ne devront faire l'objet de copies. Pour ces destructions, le titulaire est tenu de fournir à l'ANSM une attestation certifiant l'élimination de ces éléments.

4.10. Protection des données personnelles

Dans l'hypothèse où le titulaire est amené à gérer des données personnelles dans le cadre de l'exécution du présent marché, il doit respecter les dispositions suivantes.

Les termes « données à caractère personnel », « traitement », « limitation du traitement », « fichier », « responsable de traitement », « sous-traitant », « destinataire », « tiers », « consentement », « violation de données à caractère personnel », « autorité de contrôle » ont la même signification que dans le Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »).

Par Données, sont entendues, les données à caractère personnel traitées par l'ANSM au titre du présent marché public.

Par Traitements, sont entendus les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par l'ANSM au titre du présent marché public.

➤ Responsabilité du traitement

L'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament (ANSM) est responsable du traitement.

➤ Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services tels que précisés dans les documents du marché public.

La nature des opérations réalisées sur les données est précisée dans les documents du marché public. La ou les finalité(s) du traitement sont : **l'assistance aux utilisateurs pour le traitement des demandes d'intervention et la maintenance des bâtiments de l'ANSM sur son site de Saint Denis (93).**

Les données à caractère personnel traitées sont notamment les données à caractère personnel courantes tels que l'état civil, l'identité, l'adresse postale, le mail professionnel et les données d'identification des agents de l'ANSM dont éventuellement le numéro de matricule du badge professionnel.

Les catégories de personnes concernées sont principalement les agents de l'ANSM.

Pour l'exécution du service objet du présent marché public, le responsable de traitement s'engage à mettre à la disposition du sous-traitant (titulaire du marché public) les informations nécessaires à la réalisation de la prestation.

➤ Dispositions générales

Les supports informatiques et documents fournis par l'ANSM au sous-traitant (titulaire du marché public) restent sa propriété.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le sous-traitant prend connaissance à l'occasion de l'exécution du marché public.

Conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016 et de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ✓ Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au présent marché public, l'accord préalable de l'ANSM est nécessaire ;
- ✓ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ✓ Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du sous-traitant (titulaire du marché public) peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-25 et 226-17 du nouveau code pénal.

Le Pouvoir adjudicateur (ANSM) peut prononcer la résiliation immédiate du présent marché public, sans indemnité en faveur du sous-traitant (titulaire du marché public), en cas de violation du secret professionnel et du non-respect des dispositions précitées.

➤ **Obligations du sous-traitant (titulaire du marché public) vis-à-vis des responsables de traitement**

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance.
2. Traiter les données conformément aux documents du présent marché public et instructions de l'ANSM. Si le sous-traitant (titulaire du marché public) considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre, si le sous-traitant (titulaire du marché public) est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public.
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

6. Sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, «le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter leurs objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

7. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant (titulaire du marché public) des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à : dpo@ansm.sante.fr

8. Notification des violations de données à caractère personnel

Sans préjudice des dispositions mentionnées dans le marché public et relatives aux engagements prévus en matière de sécurité, le sous-traitant (titulaire du marché public) notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a pris connaissance, par courrier électronique adressé à : dpo@ansm.sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

9. Aide du sous-traitant (titulaire du marché public) dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10. Mesures de sécurité

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité adaptées prévues par les documents du marché public.

11. Sort des données à caractère personnel

Au terme de l'exécution du présent marché et selon le choix de l'ANSM, le Titulaire renvoie toutes les données à caractère personnel à l'ANSM ou au tiers désigné par l'ANSM.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies de données détruites, le Titulaire ou son sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

12. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant (titulaire du marché public) communique aux responsables de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données dès la notification du présent marché, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou à défaut l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

13. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché public) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des responsables de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées des responsables de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

14. Documentation

Le sous-traitant (titulaire du marché public) met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, par le responsable du traitement ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.

➤ **Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant (titulaire du marché public)**

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant (titulaire du marché public) les données visées au présent article ;
- Formaliser par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant (titulaire du marché public) ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant (titulaire du marché public) ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits auprès du sous-traitant (titulaire du marché public).
- Fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION AUX REUNIONS - OPERATIONS DE VERIFICATION ET SUIVI DE MARCHE

5.1. Participation aux réunions

Dans la semaine suivant la notification du marché, l'ANSM doit convenir d'une réunion de lancement du marché avec le(s) responsable(s) du marché désigné(s) pour le compte du titulaire.

Elle a principalement pour objet de :

- Détailler les modalités de fonctionnement et d'organisation de la prestation,
- Fournir le cas échéant la liste des agents membres de l'équipe SVP Travaux conformément à l'article 3.2 du CCAP,
- Mettre au point du plan de prévention et de sécurité,
- Communiquer la liste éventuelle des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail et visée à l'article 3.6 du CCAP,
- Mettre au point le PCA prévu à l'article 5.4 du CCAP,
- Echanger éventuellement sur le portail informatique évoqué au CCTP en cas de déploiement,
- Préciser le cadre de collaboration, les outils et les modalités de contrôle de la prestation et la formation du comité de suivi,
- Echanger sur les prérequis techniques et les documents à remettre au cours de l'exécution du marché,
- Valider les interlocuteurs ANSM / Interlocuteurs du côté du prestataire,

Cette liste n'est pas exhaustive et l'ANSM se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion.

Avant le commencement des prestations, le titulaire peut également être amené à se déplacer sur le site de Saint Denis afin de préparer la mise en place du marché en procédant à un nouveau repérage des lieux, en analysant l'état existant des lieux.

La présence du titulaire ou de ses représentants est également requise dans le cadre de réunions semestrielles prévues à l'article 2.6 du CCTP, les parties devant convenir ensemble des jours et des horaires.

5.2. Opérations de vérification

L'ANSM désigne un interlocuteur privilégié en charge de vérifier la bonne exécution des prestations. Les opérations de vérification peuvent avoir lieu dans le cadre de contrôles inopinés, en présence du représentant du Titulaire.

Les opérations de vérification portent essentiellement sur les points suivants :

- la quantité et la qualité des prestations exécutées, le respect des obligations de résultats ;
- le respect des délais d'intervention spécifiés dans le CCTP ;
- la qualification de l'effectif du titulaire et sa présence quotidienne sur site ;

Toute réclamation concernant l'exécution des prestations est consignée dans un registre prévu à cet effet visé par l'ANSM et par le responsable du titulaire.

La vérification de la conformité des prestations est réalisée par l'intermédiaire des contrôles inopinés indiqués et des éventuelles remarques ou réclamations consignées dans un registre tenu conjointement entre l'ANSM et le Titulaire du marché (Cf comité de suivi).

Toute absence devra être signifiée à l'ANSM dans les meilleurs délais.

Toute non-conformité quantitative ou qualitative observée dans la prestation par l'ANSM peut donner lieu à l'émission d'une mise en demeure éditée par l'ANSM et communiquée au titulaire par courriel ou LRAR ou courriel avec accusé de bonne réception.

A réception de celle-ci, le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre dans le délai prescrit par l'ANSM en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à l'ANSM.

En tout état de cause, dans l'attente des mesures correctives, en cas de prestation incomplète ou imparfaite, ou compte tenu des remarques soulevées par le représentant de l'ANSM en charge de la vérification, le titulaire est tenu de les reprendre dans les délais les plus brefs pour assurer les prestations correctement.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse à la mise en demeure ou de non amélioration de la prestation en dépit de mesure corrective, ou à l'issue des vérifications qualitatives/quantitatives, une pénalité prévue au présent document et/ou une réfaction du forfait proportionnelle à l'importance des imperfections constatées peut être prononcée.

Une nouvelle mise en demeure assortie d'un délai de réponse peut également être envoyée au titulaire.

Après une seconde mise en demeure, outre la réfaction du prix forfaitaire et/ou la pénalité prévue à l'article 9, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités en cas persistance des non conformités conformément à l'article 10 du CCAP.

Selon la gravité et la nature des manquements du titulaire, l'ANSM se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues à l'article 10 du présent document.

Pour les besoins tenant au suivi des résultats du marché et conformément à l'article 2.2.6 du CCTP, le titulaire est tenu de transmettre, à raison d'une fois par mois, les statistiques d'activités relatives à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement après délivrance d'un service fait.

5.4. PCA et gestion des risques

Le titulaire doit disposer d'un plan formalisé de continuité de l'activité, actualisé et mis à disposition de l'ANSM, sur le site de Saint Denis permettant de maintenir et d'adapter la prestation en cas de survenance de risques (absentéisme élevé, dysfonctionnement de matériel, mouvements sociaux, pandémie, ...). Ce plan doit définir a minima, pour chaque risque identifié, le nouveau mode de fonctionnement de la prestation, les modalités de coordination avec les représentants de l'ANSM, le circuit de communication avec les différents intervenants, l'organisation des effectifs, les outils et les moyens permettant d'assurer la continuité de service.

Ce plan est soumis à l'accord préalable de l'ANSM. En cas de désaccord sur l'un des documents, l'ANSM est en droit d'exiger du titulaire les modifications qu'elle juge nécessaires.

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ

6.1. Modifications du marché public – Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché notamment en cas d'évolution technique impactant l'exécution du marché ou dans les conditions exposées au présent article qui impliquent éventuellement l'adjonction de nouvelles prestations au marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonscrite du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article, l'ANSM peut décider de sa prise en compte par décision unilatérale.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- Interruption et/ou suppression de prestations prévues dans l'annexe financière ou dans le CCTP de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par l'ANSM entraînant potentiellement une réduction des effectifs de SVP travaux ou de leur temps de présence sur site ;
- Changement horaire ou calendaire d'intervention de l'équipe de SVP travaux (Augmentation ou réduction du volume quantitatif, horaire, fréquences de passage...) induisant éventuellement une modification des effectifs constituant l'équipe SVP Travaux ;
- Intégration de nouvelles missions ou modifications techniques des prestations, de leur périmètre dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles de la société titulaire. En toute hypothèse, le montant global induit par de telles modifications est plafonné à 30% du montant global forfaitaire du marché ;
- Intégration de nouveaux procédés d'intervention optimisés (parcours de ronde optimal, échelonnage des tâches ...) ;
- Modification des zones à entretenir ou à contrôler à la suite notamment du retrait de bâtiment, d'étage du périmètre du marché.

Toute modification doit, préalablement à sa mise en œuvre, être transmise à l'ANSM accompagnée d'une proposition comportant :

- une solution technique (mentionnant les nouvelles modalités d'organisation envisagées)
- une offre financière revue et les impacts calendaires sur le marché.

Si l'application de la clause de réexamen entraîne une augmentation ou une minoration du volume des prestations supérieure à +5%/-5% (forfait mensuel), le montant du marché est modifié en conséquence. En cas de minoration du montant du contrat, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner.

À compter de la réception par l'ANSM de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, l'ANSM n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si l'ANSM émet des observations ou pose des conditions, le titulaire dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, l'ANSM dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de l'ANSM vaudra refus de la modification.

6.2. Modifications du marché public applicables de plein droit

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à établissement d'un avenant.

Les changements de réglementation qui s'imposent à l'ANSM et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au CCAP ou CCTP et aura la même valeur que le document auquel il est annexé. Sont notamment concernés

- Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par l'ANSM. Il s'agit des modifications suivantes :
 - Modification du siège social,
 - Modification du compte bancaire,
 - Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,

- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
- Les changements d'indice de révision des prix,
- L'évolution de la fiscalité,

ARTICLE 7 – ETABLISSEMENT DES PRIX

7.1 Contenu des prix du marché

L'article 10.1.3 du CCAG-FCS s'applique.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres, indiqué en première page du règlement de consultation.

Les prix du marché public sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement ainsi que les frais de déplacement de la main d'œuvre, les frais de réunion et de représentation, la rédaction des documents d'exécution exigés dans le CCTP (y compris les frais de corrections), la mise à disposition du personnel d'exécution et d'encadrement y compris le recours à la sous-traitance ou le/les remplacement(s), la conduite, l'entretien et la maintenance des équipements techniques et bâtiments visés dans le CCTP, la logistique technique et l'ingénierie nécessaire à la réalisation du contrat.

Les prix s'entendent pour les prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des charges.

Les prix comprennent également les frais correspondants à l'obligation faite au Titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel en vue d'assurer l'ensemble des opérations de maintenance de niveau I qui lui sont confiées. Le présent contrat étant soumis à une obligation de résultat, les éventuelles demandes de passages supplémentaires, de réunions supplémentaires sont comprises dans les prix du marché.

Le titulaire s'engage à ce que les investissements réalisés et rendus nécessaires dans le cadre du marché soient amortis dès la première année du marché.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes et indirectes, des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et avoir élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prestations objet du présent marché, sont réglées à prix global et forfaitaire.

7.2 Variations des prix du marché

Les prix sont fermes pendant toute la première année d'exécution des prestations. Hors cas de force majeure ou d'imprévision, les prix pratiqués à la date de début du marché sont ensuite révisables à la hausse comme à la baisse chaque année, à date d'anniversaire du marché en cas de reconduction tacite.

La révision est effectuée en application de l'article R2112-13 du code de la publique et dans les conditions suivantes dispositions suivantes :

Source : <https://www.insee.fr/>

Indice utilisé :

□ Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHT, ICHTrev-TS) - deuxième trimestre 2023

Formule utilisée pour la révision (en cas de reconduction du marché)

$$P_1 = P_0 \times I_1 / I_0$$

Avec

P_1 : prix de règlement obtenu après la révision ;

P_0 : prix de l'offre figurant dans l'annexe financière ;

Indice 1 = dernier indice connu à la date de la demande de révision des prix.

Indice 0 = dernier indice connu à la date limite de remise des offres ou indice pris en compte à la dernière révision des prix

Les derniers indices connus sont ceux publiés prioritairement au sein de la source indiquée au présent article ou dans un journal de référence tel que le Moniteur ou équivalent.

Modalités

La révision intervient à la demande du titulaire. Pour l'ensemble des parties, elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), ou simple courriel (à l'adresse suivante : marchespublics@ansm.sante.fr) **30 jours calendaires** avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra. Si elle est faite sous forme postale, la demande du titulaire doit être adressée à la Direction de l'Administration et des Finances de l'ANSM située à Saint Denis (voir l'adresse complète à l'article 1 du CCAP).

Toute demande de révision réceptionnée par l'ANSM postérieurement au délai indiqué ci-dessus peut être rejetée, le cachet de la poste ou la date de réception du courriel faisant foi.

En cas de demande de révision, il appartient au titulaire de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document doit faire mention des variations en pourcentage par prestation d'une année sur l'autre dans le respect des modalités de calcul définies au présent article.

En cas de désaccord sur les résultats, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par courriel 15 jours calendaires au plus tard avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

L'application de la révision à la hausse ou à la baisse porte sur l'ensemble des prestations. Les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

L'apparition d'un nouvel indice décidée par les services de l'INSEE en remplacement de celui prévu à la présente clause s'applique de plein droit sans qu'il n'y ait besoin d'acter cette modification par avenant. De même, la disparition de l'indice fixé au présent article oblige les parties à recourir au coefficient de raccordement prévu sur le site de l'INSEE dans l'attente de la création d'un indice de substitution.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués.

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date du service fait.

Clause de sauvegarde :

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +5%. Cette clause empêche l'évolution du prix au-delà de la sauvegarde prévue, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer. A titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur peut admettre une hausse supérieure à 5% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues dans leur ampleur le justifient. En cas de refus du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit poursuivre l'exécution du marché aux conditions de la clause de sauvegarde.

ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT ET AUTRES MODALITES FINANCIERES

8.1. Facturation

Les règlements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique. Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro SIRET de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du marché,
- la date ou la période d'exécution,
- la dénomination du forfait suivant l'annexe financière et mentionnant le montant pour la période concernée,
- le montant total HT, le montant de la TVA, et son taux applicable au moment de l'admission de la prestation, le montant total TTC.

Les factures comme toutes les autres pièces composant l'offre ne doivent comporter aucune condition générale de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

En application de la réglementation (Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations particulières qui seraient nécessaires à la transmission des factures sont les suivantes :

- N° SIRET de l'ANSM : 18003611300017
- Code service : ANSM-PCREF
- numéro d'engagement : le n° du marché.

Le titulaire doit avertir sans délai l'ANSM de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile

8.2. Délai global de règlement

Le délai global de paiement est celui fixé par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et par le code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception et après acceptation de la facture conforme par la Personne Publique en application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique

L'ANSM se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au compte indiqué à l'acte d'engagement. Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces, justificatifs, mentions prévues au marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, il peut suspendre le délai de paiement, dans la limite d'une fois.

Dans cette hypothèse, l'ANSM doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, appliqués conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 puis R 2192-31 à R 2192-36 du code de la commande publique.

- le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

➤ **Versement d'une indemnité forfaitaire automatique**

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros en application de l'article R.2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'ANSM et y joindre les justificatifs nécessaires.

➤ **Délai de paiement des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal conformément à l'article R2192-32 du code de la commande publique. Le dépassement du délai de 45 jours peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1231-6 du code civil.

8.3. Modalités de paiement

Le paiement des prestations s'effectue mensuellement, à terme échu après complète réalisation de la prestation attestée par un service fait délivré par l'ANSM et au prorata du forfait annuel figurant dans l'annexe financière sur présentation d'une facture dûment validée par l'ANSM et à l'appui du compte rendu d'activités établi mensuellement par le Titulaire conformément aux articles.

8.4. Nantissement

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier Euro, et sans mise en demeure préalable. Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 300 € calculées au présent article.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Par mois, les pénalités sont limitées à un maximum de 30% du montant global mensuel du marché, pour le mois considéré.

Les pénalités peuvent porter sur :

- Le non-respect des délais d'intervention et de résolution des incidents fixés dans le CCTP,
- Le non-respect du plan de prévention mentionné à l'article 6.6.3 du CCTP,
- La non prise en compte des réclamations sur le registre ,
- L'absence aux réunions programmées,
- Le délai de remplacement d'un membre de l'équipe non respecté
- Le retard dans la transmission de certains documents contractuels à produire à la demande de l'ANSM ou après leur mise à jour
- La non mise à jour des certificats mentionnés à l'article 4.8 du CCAP
- Les manquements aux obligations en matière de travailleurs détachés ou de travail dissimulé

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de notifier la résiliation du marché public dans les conditions prévues au présent CCAP. En cas de retard ou de dysfonctionnement répété,

de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais dans les conditions de l'article 10 du CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise au Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui ont été notifiées. Dans le cas contraire, l'ANSM retient le montant des pénalités par réfaction sur facture voire par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire. L'application des pénalités ne dispense pas le titulaire d'effectuer à ses frais les réparations ou aménagements nécessaires au retour en fonctionnement normal des installations et des équipements.

Les pénalités sont calculées de la manière suivante :

9.1. Dépassement des délais d'intervention et de résolution

Le non-respect des délais d'intervention et de résolution/remise en état fixés dans le CCTP entraine pour le Titulaire une pénalité forfaitaire de 100,00 € pour chaque dépassement constaté et non justifié.

Dans le cas où le retard est imputable à l'ANSM, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

9.2. Le non-respect du plan de prévention

Le non-respect du Plan de Prévention donne lieu à une pénalité de cent cinquante 150 € par infraction constatée.

9.3. Réclamations

Les réclamations émises dans un registre conformément au CCAP, non prises en compte par le Titulaire dans le délai indiqué formellement par l'ANSM donne lieu à une pénalité de 25 € par manquement non régularisé.

9.4. Absence aux réunions programmées

L'absence du représentant du Titulaire et/ou de son représentant aux réunions programmées implique une pénalité de 100 € par personne et par absence. Est considéré comme absent le Titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au fait du marché.

9.5. Non-respect du délai de remplacement d'un membre de l'équipe SVP travaux

Tout retard pris par le Titulaire dans la transmission du curriculum vitae du remplaçant l'expose à une amende de 50€ par jour de retard. Une telle pénalité peut être exigée en cas de proposition d'un remplaçant ne disposant pas de compétences/expériences équivalentes à celles du profil remplacé.

9.6. Non remise des documents

L'absence ou le retard dans la remise des documents mentionnés dans le CCTP ou remis selon un format non conforme aux attendus entraine une pénalité de 25 € par document.

9.7. Non mise à jour des certificats mentionnés à l'article 4.8 du CCAP

Le titulaire encourt une pénalité de 15 € par jour de retard de transmission.

9.8. Manquements aux obligations en matière de travailleurs détachés ou de travail dissimulé

Pénalité pour non déclaration de travailleurs détachés

En cas de non production des documents mentionnés aux articles 3.9 du CCAP ou de transmission incomplète et en cas de mise en demeure restée infructueuse, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard d'un montant forfaitaire de 100 € par jour de retard et par document manquant.

L'ANSM se réserve le droit de rompre le marché, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire du marché.

Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié

A défaut de correction des irrégularités signalées dans le cadre de l'article 3.8 du CCAP, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et applique une pénalité de 500 euros par jour de retard sans pouvoir excéder 20% du montant total du marché, indépendamment du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'ANSM se réserve le droit de rompre le marché, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire du marché.

9.9 Autres pénalités

Pour tout autre manquement aux obligations fixées dans les documents du présent marché, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50€) par jour et par manquement.

ARTICLE 10 – CAS DE RESILIATIONS

10.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

L'ANSM peut mettre fin unilatéralement à l'exécution du marché public pour motif d'intérêt général. Cette décision de résiliation, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification.

Suivant les dispositions de l'article 42 du CCAG FCS et sous réserve des justifications fournies, le Titulaire est indemnisé dans la limite de 5% au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises. Les documents justificatifs doivent être fournis dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de résiliation. Si la résiliation a lieu et est effective au-delà de la première année de marché, le Titulaire ne saurait prétendre à être indemnisé des frais qui n'auraient pas été amortis.

Suivant les dispositions de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique, le Titulaire perçoit à sa demande le montant proposé par l'ANSM à défaut d'accord sur le montant de l'indemnité.

10.2 – Résiliation pour faute

L'ANSM peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS) ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure, une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions exposées ci-dessous.

Les mises en demeure donnent l'occasion au titulaire du marché de faire cesser les manquements constatés qui lui sont opposés et d'adopter des mesures correctives afin de se conformer aux exigences du marché. La mise en demeure initiée par l'ANSM est transmise au titulaire par tous moyens (courrier avec AR, remise en mains propres contre récépissé, télécopie, ou courriel...), le titulaire est tenu de présenter ses observations dans le délai opposé par l'ANSM.

Le marché public peut ainsi être résilié pour faute du Titulaire notamment dans les cas suivants :

- Le non-respect des obligations contractuelles (après trois mises en demeure);
- L'exécution imparfaite ou incomplète des prestations (après deux mises en demeure);
- La défaillance de l'équipe (après deux mises en demeure);
- Le Titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires (après une mise en demeure);
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché public à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations (après une mise en demeure) ;
- Le Titulaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics (après une mise en demeure) ;
- L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3, R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique (après une mise en demeure);
- La non production des certificats prévus au CCAP (après quatre mises en demeure) ;
- Le refus trois fois de suite de se conformer à une mise en demeure de l'ANSM.
- Le retard de plus de 7 jours ouvrés dans l'exécution des prestations (après deux mises en demeure).

En cas de non-respect de l'article L.8222-6 alinéa 2 du Code du travail par le Titulaire, l'ANSM peut résilier le marché public si dans un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure, le Titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, en l'absence totale de réponse ou en présence d'actions correctives restées inefficaces voire en cas de persistance des non conformités, l'ANSM peut alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du prestataire déchu, après notification à ce dernier.

La résiliation du marché public pour faute du Titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité.

Lorsqu'il est procédé à la résiliation du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession résultant de l'exécution des prestations dans le cadre du marché.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

10.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation fautive du marché prononcée aux torts du titulaire (voir article 10.2 du CCAP). La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'ANSM et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations/livraisons à effectuer.

Dans le cas où un règlement amiable, entre les parties, des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le siège social de l'ANSM.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

➤ Intégrité du marché public

Si une des clauses du présent CCAP ou de l'un des documents constitutifs du marché public est nulle au regard de la loi française en vigueur et/ou d'une disposition d'ordre public international, seule la clause visée est réputée non écrite, le CCAP comme les autres documents contractuels demeurant valable pour le surplus. Les parties négocient de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

Le fait que le pouvoir adjudicateur n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du marché public ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'intitulé d'un article et son contenu, le contenu prévaudra sur l'intitulé.

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents généraux :

CCAG-FCS	CCAP
Dérogation à l'article n°:	Dérogation apportée par l'article du CCAP n° :
4.1	2. Pièces constitutives du marché
27	5.2. Opérations de vérification
14	9. Pénalités